

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE FONDÉE EN 1950 PAR J. CONSTANTIN DRAGAN

REAGAN PRESIDENT

de ROBERTO CESTELLI

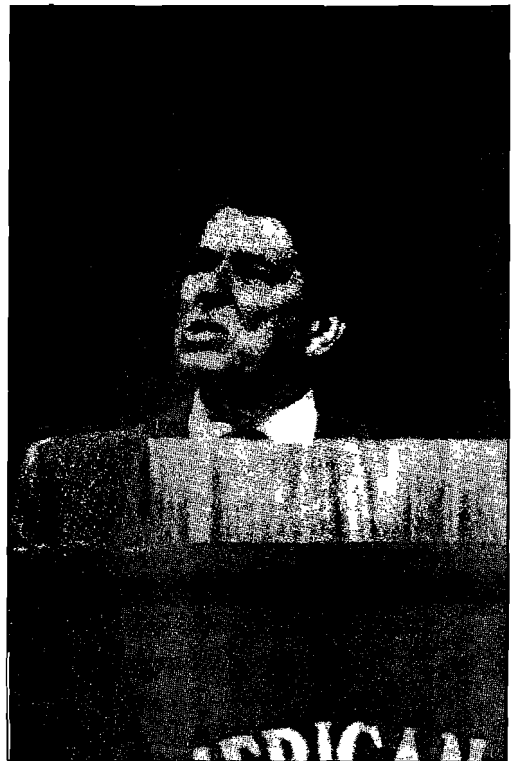
L'Europe et l'Homme Nouveau

Ex-acteur de cinéma et gouverneur de la Californie pendant huit ans, le républicain Ronald Reagan a obtenu un succès foudroyant sur le président sortant Jimmy Carter, recueillant les voix de 44 des 50 États qui constituent les États-Unis d'Amérique.

Le succès de Reagan a été accompagné de celui du parti républicain qui a conquis une nette majorité au Sénat.

L'Europe et le monde entier ont été cueillis de surprise par cette extraordinaire démonstration de la démocratie américaine qui, contre toutes les prévisions et pour la seconde fois consécutive, repousse par une avalanche de voix, la ligne politique de celui qui a gouverné et permet à un outsider de renverser son prédécesseur du fauteuil présidentiel sur lequel il s'était installé depuis quatre ans.

Bien que manifestant des conceptions différentes de celles de Ronald Reagan, le sénateur Ted Kennedy avait perçu, depuis plus d'un an, les motivations essentielles de l'impopularité croissante de Carter.



«Jamais, au cours de notre histoire - avait déclaré ce sénateur - nous nous étions laissés aller au désespoir. Jamais personne n'avait imputé chaque problème à un malaise de l'esprit américain. Notre règle a toujours été d'opérer, de tenter. Le changement de guide est la réponse historique du peuple américain aux chefs qui parlent trop de limites».

En effet, la politique de Carter a été essentiellement contemplative vis-à-vis des événements mondiaux et «pénitentiaire» l'esprit qui l'anima à l'égard de l'ensemble des crises qui ont investi, au cours de ces années, les U.S.A. et qui ont été de nature économique, énergétique, stratégique, politique et, sous certains aspects, même institutionnelle (Watergate).

Dans l'ensemble, une période d'éclipses des pouvoirs de la présidence mondiale la plus importante.

L'Homme Nouveau

Reagan s'est présenté avec un programme libéral pour résoudre la crise économique et avec des déclarations de fermeté vis-à-vis de l'U.R.S.S. pour redonner du prestige à la politique étrangère américaine.

La position assumée par Reagan, plus qu'un programme peut-être, et donc une solution, est une expression de la crise qui tenaille les U.S.A. Une expression affirmative et confiante qui répond mieux à l'optimisme atavique américain qui n'oublie pas, et à juste titre, d'être un grand pays.

Les électeurs américains ont voté en faveur de l'optimisme de Reagan et contre le pessimisme renoncateur de Carter.

«It's time for a change», tel a été le slogan de la campagne électorale du parti républicain et des millions d'électeurs ont, pour changer, placé avant tout l'intérêt de l'Amérique devant celui de leur propre parti; et nous ne pouvons que les admirer.

L'Europe

Aux yeux désenchantés de nous autres, les Européens, le programme du nouveau président présente de nombreuses imperfections, surtout sur le plan du réalisme. La

restauration d'une «direction américaine» de l'alliance atlantique comporte, évidemment, sa propre justification si l'on considère le poids qu'elle représente sur notre allié américain; mais le bloc des alliés européens ne peut même pas accepter qu'elle évolue - en dehors du cercle de l'alliance et peut-être même sur sa propre peau - en un colloque direct et exclusif entre les deux superpuissances.

La demande que les alliés européens contribuent d'une façon plus substantielle au coût de la défense a sa propre logique évidente, même si elle est mal digérée par le vieux continent. Le désaveu des accords Salt 2, dont l'approbation fut laissée en suspens après l'invasion soviétique en Afghanistan, est une demande fondée, même si elle gêne l'Ostpolitik de M. Schmidt, car il n'est pas possible que le Kremlin brandisse le désarmement et prenne, entre-temps, ses aises chez les autres.

Cette fois-ci, en Europe, personne n'avait commis l'erreur de prononcer un jugement hostile au candidat qui avait gagné et, par conséquent, après que l'Amérique ait eu rejeté Jimmy Carter, l'Occident européen, une fois passée la surprise, n'a pas eu de peine à faire bonne figure devant l'Homme Nouveau, tant pour ne pas déplaire au nouvel élu, que parce que le sortant était jugé médiocre.

Tous se demandent comment Reagan entendra gérer son programme. Nous ignorons, en Europe, qui est vraiment Reagan; son expérience de huit ans comme gouverneur de la Californie ne dit rien quant aux capacités de l'Homme à gérer la politique étrangère et économique du monde occidental.

On est généralement d'accord pour juger positivement l'équipe que l'Homme a choisie pour l'aider à administrer le pouvoir.

Mais nous nous trouvons généralement tous en phase d'attente pour connaître la façon dont Reagan passera de la parole aux faits.

On estime que le dialogue Europe-U.S.A. devra être entièrement repris depuis le début et ceci pourra être un bien ou un mal; les rapports Est-Ouest seront certainement profondément modifiés.

A la nouvelle des résultats de l'élection, Moscou a énuméré les erreurs de Carter et déclaré vouloir traiter avec le vainqueur;

Pékin a exprimé sa préoccupation, mais espère dans le retour de Kissinger; le dollar a monté et jeté la confusion dans les monnaies européennes.

Il a été remarqué, dans un commentaire particulièrement intelligent, que le pays le plus fort du monde nous a offert, après un Carter peu compréhensible, un Homme que nous ne connaissons pas encore.

Alors que la crise internationale s'accroît toujours plus, tout est à recommencer depuis le début. Après la période de transition Carter, l'Homme Nouveau pour-

rait inaugurer une ère de conduite plus réaliste des affaires mondiales fondée sur la conscience de sa propre force et du désir effectif d'une paix qui ne soit pas à sens unique, mais qui soit une réalité pour tout le monde.

Dans l'attente de vous connaître comme Président, nous vous adressons notre salut de bienvenue, Monsieur Ronald Reagan, et nos vœux de bon travail dans l'intérêt de l'humanité toute entière.

R.C.

La Grèce et l'Europe

de CONSTANTIN TSATSOS

L'Europe est avant tout une entité culturelle. Les traits et les valeurs spirituelles sur lesquels elle s'appuie se retrouvaient déjà dans le monde hellénique. En effet, la Grèce fut le berceau où germèrent la plupart des principes fondamentaux de l'esprit européen.

L'Europe est aussi une entité géographique. Ses limites - de l'Atlantique à l'Oural et de l'Arctique à la Méditerranée - englobent donc la Grèce.

Enfin, au centre de cet espace géographique se forme un espace politique unitaire plus restreint: une communauté politique organisée de manière démocratique. En parlant d'adhésion de la Grèce à l'Europe, il faut entendre l'Europe en son sens le plus étroit, étant donné que son appartenance à l'Europe culturelle et géographique est inscrite dans la nature des choses.

C.T.

Le grand rendez-vous entre l'Est et l'Ouest de l'Europe

Jusqu'au dernier moment on se posait la question si la conférence de Madrid aurait pu commencer; l'atmosphère était tendue; le climat de la détente s'était détérioré depuis longtemps. L'impossibilité d'ouvrir la conférence de Madrid aurait été la conséquence naturelle de la situation qui règne dans le monde, surtout depuis l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Toutefois, malgré la logique, les milieux politiques des pays occidentaux continuaient à espérer. Le déroulement des faits donna une apparence de justification aux optimistes, car la conférence s'est enfin ouverte, il est vrai, dans des circonstances un peu curieuses, (pour sauver les apparences et respecter la date convenue pour l'ouverture). Pauvres optimistes! Il est déjà évident, trois semaines après la cérémonie d'ouverture, (qui n'a duré que quelques minutes!) que la cause de la liberté en Europe enregistrera à Madrid des progrès encore plus modestes qu'à Belgrade - en admettant qu'on puisse parler de progrès!

La conférence pan-européenne de Ma-

drig, qui fait suite à celles d'Helsinki (1975) et de Belgrade (1978), a procédé, mardi 11 novembre, juste avant minuit, selon le calendrier prévu, à l'ouverture purement symbolique de ses travaux, dans un climat de plus en plus tendu.

Pour respecter les engagements pris à la réunion de Belgrade en 1978, le début officiel de la conférence devait avoir lieu le 11 novembre.

Nous étions le 10 novembre et une interminable conférence préparatoire n'avait pas encore réussi à faire accepter à toutes les délégations un ordre du jour, sans lequel la conférence proprement dite devenait inutile. Au cours d'une dernière session de la conférence préparatoire, le 10 novembre, une solution fut trouvée; mais pour tenir compte du butoir du 11 novembre, les horloges de la salle des séances indiquaient avec autant d'obstination que d'irréalisme la date du 10 novembre et l'heure de 23 h 58. Il suffit de ce détail pour se rendre compte de la fragilité des bases de ce grand rendez-vous entre l'Est et l'Ouest de l'Eu-



rope. Neuf semaines de consultations préparatoires n'ont même pas permis de s'entendre sur l'ordre du jour de la réunion.

Les Soviétiques, les seules responsables

Les responsables de cette situation, tragique et drôle à la fois, qui symbolise l'échec de la politique de la détente, les seules responsables de ce fiasco sont les Soviétiques, qui après avoir laissé se développer plusieurs tentatives de compromis, ont refusé toute concession, durcissant même leur attitude par rapport à leurs revendications initiales, mais refusant également d'endosser la responsabilité d'une rupture formelle.

Les plus optimistes pensent que Moscou cherche simplement une «mise au réfrigérateur» de la conférence jusqu'à l'arrivée au pouvoir de l'administration Reagan. Les pessimistes, eux, ont cru reconnaître les pires méthodes d'obstruction de la guerre froide, et estiment que l'U.R.S.S., ayant déjà retiré tout ce qu'elle pouvait espérer de positif pour elle des accords d'Helsinki, ne veut plus jouer le jeu. L'alternative, de toute façon, n'est guère exaltante.

Les Soviétiques ne veulent pas - et il est naturel - que la conférence de Madrid devienne un tribunal qui juge et condamne ceux qui ont violé sans gêne et sans se préoccuper le moins du monde de l'opinion publique internationale, les décisions prises à Helsinki. Mais quel sens a alors de se réunir et de discuter à Madrid; discuter de quoi, si les Soviétiques n'acceptent pas d'accusation?

M. Lenihan, ministre irlandais des Affaires étrangères, a très bien synthétisé l'impression qui se dégage de ces premiers jours à Madrid:

«Les citoyens ordinaires regarderont probablement la détente comme une illusion et la C.S.C.E. comme une imposture s'ils voient ou entendent parler de gens emprisonnés, brimés, simplement parce qu'ils prétendent exercer les droits prévus par l'acte d'Helsinki».

Le dialogue de sourds

Les délégués des pays occidentaux ont sévèrement critiqué l'Urss et les pays de

l'Est pour leur façon d'interpréter les décisions d'Helsinki et pour leurs innombrables violations de ces décisions. Mais ces discours, bien que très justes, se sont révélés tout à fait inutiles; les délégués des pays communistes leur répondent à peu près de la même manière que le ministre tchécoslovaque:

«Nous ne laisserons pas des marionnettes manipulées par l'étranger saper l'édification du socialisme dans notre pays».

Parmi les sujets «délicats» abordés par le délégué américain, citons l'invasion de l'Afghanistan, qui, a-t-il dit «jette une ombre profonde sur les relations Est-Ouest que rien ne pourra dissiper - aucune réunion, aucune déclaration sauf un retrait total des troupes soviétiques», le brouillage par Moscou des radios occidentales, les restrictions imposées récemment pas la R. D.A. à l'entrée sur son territoire des Allemands de l'Ouest, la baisse de 50% en 1980 du nombre de visas octroyés aux juifs soviétiques et la persécution systématique en U.R.S.S. des militants des droits de l'homme. «Sur les soixante et onze personnes, a rappelé M. Bell, qui ont fait partie des groupes soviétiques surveillant l'application des accords d'Helsinki, vingt-quatre sont passées en jugement et ont été déclarées coupables, dix-neuf effectuent actuellement un total de cent cinquante-six années d'emprisonnement ou d'exil, onze sont en résidence surveillée, neuf étaient en prison au moment de leur adhésion à ces groupes, sept ont émigré, deux ont été privées de leur citoyenneté alors qu'ils étaient à l'étranger, un a été échangé contre un espion soviétique et enfin un autre est mort».

Très bien, mais à quoi cela sert? L'opinion publique de l'Europe occidentale, et surtout les communistes de bonne foi dont le nombre n'est pas négligeable dans certains pays, pourra-t-elle enfin comprendre que la signature apposée par les dirigeants soviétiques sur des documents de la plus grande importance ne vaut absolument rien?

LA C.E.E. A UN TUNNEL DANS LA MANCHE

C'est dès le début du XIX^e siècle que l'on commence à parler de percer un tunnel sous la Manche, entre la Grande-Bretagne et la France.

Le premier à y penser fut Napoléon I qui dès 1802 avait déjà tout préparé: idées, plan et projeteur. Et même la cavalerie qui était prête, à l'entrée du tunnel, à envahir le territoire britannique. C'est tout au moins ce que pensait le duc de Wellington qui ne voulut pas entendre parler de ce projet.

Maintenant, 178 ans après le projet napoléonien du tunnel sous la Manche, on en reparle en termes concrets. Celui qui est à la base de ce regain d'intérêt est l'Irlandais Richard Burke, responsable pour les transports de la Commission des Communautés européennes. C'est en effet de lui qu'est partie la proposition de construire le tunnel au cours des huit prochaines années et avec une coparticipation communautaire.

Les difficultés ne manquent certes pas. Avant tout, quelle solution technique doit-on adopter? La plus économique serait le tunnel ferroviaire à voie unique (environ 5,24 milliards de francs français), tandis que le pont routier comporterait une dépense de 19,8 milliards de francs français.

La Commission n'a pris position pour aucune des propositions avancées. D'après Burke, ce sont les deux gouvernements principalement intéressés qui doivent décider sur le projet le plus indiqué, tout en ne manquant pas de souligner que le tunnel ferroviaire à voie unique serait le moins coûteux, le plus rentable et le plus écologique. D'autre part, parce qu'il pourrait, en outre, être considéré comme une solution provisoire. Un autre tunnel pourrait être construit plus tard, si la situation économique devait s'améliorer.

Quel que soit le choix final, une chose est de toute façon certaine: les clients ne manqueraient pas. La ligne ferroviaire à voie unique - de la British Rail et de la S.n.c.f., par exemple, réduirait le voyage de Londres à Paris à quatre heures et demi. Les trains à grande vitesse pourraient effectuer cent vingt traversées par jour et transporter 6 millions de passagers et 5,5 millions tonnes de marchandises d'ici 1988.

C'est la date à laquelle le tunnel entrerait en fonction si l'on commençait l'opération cette année. Mais quelles sont les probabilités qui existent quant à une prise de décision, afin de pouvoir entreprendre les travaux?

Les ministres des Transports de la Communauté ont déjà examiné le plan de la Commission pour la modernisation des systèmes de transport européens, indispensable pour faire face à l'accroissement de la demande des prochaines décennies.

Il y est prévu le financement communautaire d'environ 9,04 milliards de francs français, pour un éventail de projets plus large.

Mais même s'il n'était pas approuvé, le profit financier calculé par l'étude de la Commission pourrait toujours rendre ce projet appétissant pour un consortium d'affaires. En admettant que les gouvernements français et britannique parviennent à se mettre d'accord.

UNE FENETRE SUR LE FUTURE

Suite n° 2

de G.M. VIOLI

Les exigences de la société contemporaine sont matérielles et morales, nationales et extranationales en même temps, c'est pourquoi la dynamique qu'elles impriment à la société proprement dite se développe dans deux directions opposées: centripète, si elles visent à satisfaire des intérêts nationaux; centrifuge, si elles tendent à satisfaire des intérêts extranationaux. Le système représentatif démocratique s'est réalisé sur des bases nationales parce qu'à partir du moment où l'homme prit conscience d'être le seul et véritable composant d'un tout associé et non pas seulement d'une «classe» ou d'un «ordre», il sentit le besoin de donner à la nouvelle unité une physionomie éthique, et par suite juridique, économique et sociale, concrètement organisée dans un espace historique nettement profilé.

Au concept de «partie», fit suite celui de l'«Etat national» fondé sur un attribut constitutif particulier de la «souveraineté» avec lequel on lui décerne un pouvoir qui n'en reconnaît aucun autre au-dessus de lui; pouvoir sans lequel aucune loi ne pourrait être imposée, et sans loi, les peuples n'auraient ni ordre ni unité. A la limite, ils n'auraient pas d'histoire; ils existeraient seulement comme l'expression d'un état physique pur, privés de toute forme de devenir.

On constate, maintenant, que les forces engendrées par la technologie moderne et qui agissent dans le cadre de chaque unité nationale, poussent leurs propres opérateurs à envahir réciproquement les aires de pouvoir des autres unités provoquant ainsi des inefficacités, des contrastes, le chaos et le malaise à la poursuite ordonnée de la vie associée internationale avec, comme conséquence, la déstabilisation des organisations nationales.

Il me semble qu'il n'y ait qu'une seule voie: - Donner vie à une nouvelle unité plus ample, à un nouvel ordre et à un nouveau pouvoir, à l'aide de structures institutionnelles qui évitent de reproduire les mêmes phénomènes déstabilisants du système actuel.

Les autonomies locales

Les «autonomies locales» - sur le modèle desquelles il semble que se déroule la pensée politique du Parti Fédéraliste Européen - proposées par Minghetti à une époque où la dynamique de la vie associée n'était pas complexe comme l'actuelle, iraient encore fort bien, mais uniquement du point de vue administratif et non politique, parce que la société actuelle a des exigences de dimensions continentales qui tendent - quand apparaissent des

conditions objectives favorables - à se transformer dans des dimensions universelles. Et c'est pour cela que toute méthode qui serait adoptée, en vue de la réalité à venir, pour unifier l'Europe, devra laisser la porte ouverte à des intégrations successives, graduelles et nouvelles, sans que pour cela l'humanité doive subir les drames, traumatisants et dévastateurs, des guerres.

Et comme la science sociologique enseigne que la réalité change au fur et à mesure que change la praxis humaine, quelle que soit la méthode adoptée pour donner un corps fonctionnellement organique à la société, elle devra donner vie à des structures le plus socialement possible adhérentes aux exigences matérielles et intellectuelles de l'homme.

En d'autres termes, il faut faire en sorte que le mode de vie sociale coïncide le plus organiquement possible avec les exigences de vie individuelles. C'est pourquoi, en présence d'exigences morales et matérielles entièrement nouvelles, il n'est pas possible d'organiser la société, de l'exprimer et de la coordonner avec la vieille méthode de parti sans tomber dans un système différent en apparence, mais identique au précédent quant à la substance.

La nécessité d'un nouveau système

Dans l'histoire de l'évolution humaine, il existe des points cruciaux qui doivent être résolus avec des moyens capables d'interpréter le sens de sa propre époque.

Ignorer que l'humanité est à la limite d'une grande Révolution qui a commencé avec la Première Guerre mondiale, signifie ne pas avoir le sens de la réalité, signifie ne pas comprendre que dans les conditions où nous nous trouvons, le seul espoir de sauver l'humanité d'une catastrophe sans précédent, consiste à prévenir l'inéluctable en proposant, non pas des réformes, mais un système nouveau et différent d'organisation politico-sociale.

Mais la Révolution politico-sociale n'est vraiment telle que lorsque la société est organiquement réordonnée dans ses structures à partir de la base avec une méthode différente de celle qui avait formé l'organisation précédente. Ce n'est qu'ainsi que l'on donne vie à un autre système différent.

Et comme la méthode et la rationalité constituent un tout avec le système, il n'est pas possible de concevoir une révolution pour changer de système, en utilisant des structures socio-politiques propres du système que l'on veut changer.

On ne peut donc pas dire que l'U.r.s.s. ait fait une révolution du moment que pour la réaliser, elle n'a pas eu recours à une nouvelle méthode d'organisation de la société, au point de donner vie à des structures socio-politiques se rapportant à ses fins idéologiques; au contraire, elle a adopté les structures précédentes pour une fin différente de celles pour lesquelles ces structures étaient nées.

Et il est incontestable qu'il en est ainsi. En effet, Lénine écrivait déjà, en 1905:

«En branchant le Parlement avec des actions révolutionnaires du prolétariat et des masses de travailleurs hors de lui-même, on peut le transformer d'organe de la classe bourgeoise en un instrument de pouvoir de la classe ouvrière. Et en manoeuvrant ainsi, la démocratie parlementaire sert à créer la démocratie prolétarienne ou la dictature du prolétariat.»

D'autre part, on ne peut pas dire que Lénine ait inventé quelque chose de nouveau. Il n'a rien fait d'autre que de s'en tenir à la logique du système qui permet et légitime la prédominance de pouvoir aux partis politiques qui atteignent le plus grand nombre de suffrages électoraux.

Michels (penseur d'orientation socialiste) a écrit dans son oeuvre capitale:

«On peut dire que tous les partis ont aujourd'hui (nous étions en 1912) un objectif parlementaire» ... «la voie qu'ils parcourent se déroule dans la légalité électorale, leur but prochain est l'obtention d'une influence parlementaire, leur dernier but, ce que l'on appelle la conquête du pouvoir politique. Tel est le but pour lequel les mêmes représentants des partis révolutionnaires sont entrés dans les corps législatifs» (Robert Michels, «La sociologie du parti politique», Ed. Il Mulino, Bologne, 1966, pages 127 et 128).

Et ce qui a été tenté en Italie, après la Seconde Guerre européenne, que l'on appelle mondiale, à l'intérieur du «système» avec le «centre gauche» sur inspiration du Congrès Communiste de Moscou de 1960 qui prévoyait et recommandait la conquête graduelle des «centres du pouvoir» de l'Etat libéral-démocratique en ligne avec l'inspiration léniniste dont nous avons parlé précédemment.

Il suffirait, pour en avoir la preuve, de relire le programme électoral du Parti Socialiste Italien de mars 1963 qui prévoyait, entre autres:

«le rétablissement de la censure, le désarmement de la police et une politique qui aurait dû provoquer, SURTOUT AU DEBUT, des situations d'incompatibilité avec le statu quo».

Donc, tactique et stratégie à un temps pour la conquête du pouvoir dans le système en adaptant ses instruments pour une autre fin ... et à quelle fin, si ce n'est à une variante du même système?

C'est ce que l'on tente, encore maintenant, de faire avec le fantomatique «euro-communisme» et la proposition, apparemment ingénue, mais sournoise, de Berlinguer du «compromis historique».

II° PARTIE

LA GRANDE ILLUSION DU XX° SIECLE: LE SOCIALISME REEL

Ce n'est pas ainsi que l'on fait une révolution; on ne fait ainsi que piétiner sur place. On ne fait, tout au plus, que se placer dans le second dialectique de la triade hégélienne où une partie du tout (socialisme) réclame pour soi le tout (dictature du prolétariat). Mais ce n'est pas encore la révolution. Nous sommes dans la phase la plus aiguë du contraste au sein du système, et rien d'autre.

La troisième phase, la synthèse, c'est-à-dire l'acte de résolution du processus historique en cours doit venir, même s'il n'est pas lointain.

Le discours dialectique émerge et se déroule jusqu'à nous depuis plus d'un siècle jusqu'au moment où nous voyons, au début, se lever à l'horizon de l'histoire le «soleil de l'avenir» invoqué ... Mais ce fut le «socialisme réel» soviétique qui n'a de réel que la souveraineté héritée de la «Monarchie absolue» portée au paroxysme, c'est-à-dire celle qui n'admet aucun autre pouvoir légitime au-dessus de soi: un Etat où tout est interdit, sauf ce qui est permis, contrairement à ce qui se passe dans les autres Etats d'origine libérale où tout est permis, sauf ce qui est interdit.

Une inversion de rapports entre liberté et non-liberté qui ne permet pas une différenciation nette entre les deux types d'Etat, si ce n'est une ligne de défense très fragile, prête à s'écrouler en théorie et en pratique au premier retour de fronde: pour le socialisme, au nom d'une exigence récupérée de liberté et pour le libéralisme, au nom d'une exigence récupérée de solidarité sociale.

Le «système» se ferme dans les limites d'une alternance de fins controversées qui ne demandent qu'à se sublimer en une synthèse qui en détermine l'unité en un autre système différent.

Et, à ce point, on se repose la question: - Si le parti bolchevique, dont Lénine était le leader indiscutable, avait une majorité numérique des suffrages même écrasante à la Douma, aurait-il eu le droit de prétendre avoir fait une révolution en réalisant le «socialisme réel» en suivant la logique du «système»?

En ce qui me concerne, non! Lénine n'aurait fait aucune révolution - comme, du reste, il n'a pas fait - ni dans le cas de l'exclusion douce (légale) de la minorité, ni dans le cas de sa suppression violente. Dans l'un et l'autre cas il aurait réalisé une autre forme du système même, et non un système différent.

Lénine n'arriva pas au pouvoir à travers la Douma où, entre autres, les bolcheviques étaient présents pour «servir comme centre d'agitation pour aider l'activité illégale du parti en se servant des immunités parlementaires», mais y parvint à travers les soviets (Conseils des ouvriers et des soldats) qui - selon son jugement - auraient dû représenter «le seul organe du pouvoir» et le furent, en effet, mais uniquement comme seul instrument de pouvoir du système politique qu'ils ont tenu sur les fonts baptismaux, un système selon lequel «la dernière source du pouvoir est un seul parti qui monopolise tous les moyens d'instruction et de propagande et extirpe systématiquement et sans pitié tous les symptômes d'opposition organisée» (William Henry Chamberlain, «Histoire de la Révolution russe», Ed. Einaudi, Turin 1942, pages 168/175, vol. I°).

Exactement comme cela se passa en Italie avec le fascisme sur la vague du pragmatisme de mendicite de Mussolini et, par la suite, en Allemagne avec le nazisme sur la vague du rationalisme hitlérien féroce, satanique et repoussant (voir «Hitler m'a dit» de Hermann Rauschning, Ed. Coopération, Paris, 1939).

Donc, communisme, fascisme, nazisme: trois idéologies différentes qui ont pris des formes étatiques à partir de la méthode de la partitocratie; c'est la raison pour laquelle on ne peut pas dire qu'elles soient le fondement de nouveaux systèmes. Au contraire, elles ont représenté le vieux système du gouvernement de parti (réduit à un seul et unique parti politique) dans les formes paradoxalement plus importantes de «l'État absolu», c'est-à-dire de la dictature. Sur cette voie, nous autres, les Européens, nous ne marcherons jamais. Non seulement parce que notre vision idéologique a des connotations universalistes, mais également parce que la méthode partitocratique pluraliste ou de parti unique ne peut pas donner lieu à un système différent de celui dont nous bénéficions aujourd'hui!

Notre engagement

Il faut donc que nous orientions notre engagement vers la recherche d'une méthode d'organisation autre et différente, de la vie associée; une méthode qui permette à chaque élément de la société de participer à la production des normes législatives aptes à satisfaire ses propres exigences, sous une forme plus directe que ce qui est permis par les partis politiques, et ceci parce que la société se reconnaît dans la somme de toutes ses valeurs humaines et non dans la somme de quelques-uns de ses éléments particuliers.

Donc, de plus amples libertés, des responsabilités plus importantes et plus directes à la base et, simultanément, un pouvoir exécutif au sommet plus grand et plus large, mais tel que le «mécanisme» proprement dit du système empêche, par des contrôles appropriés, le sommet de «franchir» le pouvoir législatif et celui de l'exécutif.

Comment? Il m'est impossible, ici, d'affronter et de développer un thème de cette importance. Je ne peux qu'en parler brièvement.

En premier lieu, la réponse implique une nouvelle conception de la formation de la société selon laquelle celle-ci ne serait pas la somme des atomes-hommes, mais la somme d'exigences individuelles, tant matérielles que spirituelles en vertu de l'universalité de l'être-homme.

Après Einstein, aucune science - en partie la sociologie - ne pourra ignorer cette conception de la formation de la société.

Non plus, donc, uniquement des besoins, en entendant ainsi se référer aux seuls besoins matériels, mais une formation dérivée des exigences socio-politiques et éthiques qui, comme telle, inclut également les besoins qui se déduisent des théories spiritualistes.

C'est ainsi que l'on devrait parvenir à une organisation de la société totalement différente de celle au sein de laquelle nous vivons. En tout premier lieu, elle impliquerait

une nouvelle Philosophie du Droit; un Droit qui n'est plus moniste ou étatique, et pas même pluraliste ou institutionnel, mais pluraliste et universalisant, si nous désirons aller au-delà des limites nationales en harmonie avec les exigences implicites dans l'évolution des rapports extranationaux sans mettre en danger la paix dans le monde.

Je ne suis pas sans ignorer que tout ceci pourra sembler utopiste, mais on ne peut pas prétendre condenser en quatre lignes ce qui exigerait un traité.

Il faut tout d'abord nous convaincre que depuis le début de la Première Guerre mondiale, nous sommes entraînés dans une des plus grande révolutions que le monde ait jamais connue.

La très rapide évolution des sciences pures et des sciences appliquées a bouleversé les rapports humains; elle les a multipliés, rassemblés et comprimés dans les limites d'un cercle fermé d'Instituts, de Règles, de Cultures, de Traditions et d'Economies qui ne permettent pas à chaque élément de la société de se réaliser avec les nécessités imposées par la frénétique dynamique de la vie associée contemporaine.

Souveraineté et Droit naturel de l'Homme

A l'exigence supérieure des intégrations extranationales, il s'oppose le concept de la souveraineté que le Droit positif a attribué à l'Etat, empêchant ainsi à l'homme de notre époque de se servir du Droit naturel pour se réaliser dans la société - en liberté - et pour la liberté - conformément aux nouvelles exigences économiques ou morales survenues de dimensions universalisantes.

Nous assistons, en d'autres termes, à la survivance de structures et d'institutions qui se sont peu à peu sclérosées et qui ne peuvent évidemment pas satisfaire les exigences des nouvelles valeurs dominantes. D'où la nécessité d'organiser et d'ordonner la société du futur avec une méthode qui permette de donner vie à un système qui soit adapté aux nouvelles exigences.

Si nous regardons l'Histoire dans ses grandes lignes au cours des siècles, nous relevons qu'elle procède par cycles qui ont leur sens vital particulier, comme si toutes les activités - des sciences aux arts - obéissaient, dans le cadre de chaque cycle historique, à une seule loi générale pour un but commun.

Sans entrer plus profondément dans ce thème et faire des considérations qui nous conduiraient trop loin, on connaît bien l'influence qu'eut la découverte des lois relatives à la gravitation universelle de Newton sur l'illumination qui s'engagea - entre les XVII^e et XVIII^e siècles jusqu'à la Révolution française - à faire triompher les «lumières de la raison» dans tous les domaines de la pensée, au point d'appliquer à l'étude du monde humain les mêmes procédés méthodiques que ceux qui avaient rendu possible ces découvertes».

Si le cycle newtonien de l'histoire de l'homme s'est terminé avec la Révolution française et la constitution de la société sous des formes nationales, nous pouvons dire aujourd'hui, en toute tranquillité, qu'avec l'identification de masse = énergie et la scission de l'atome qui s'en est suivie, il s'est ouvert, avec Einstein, un nouveau cycle historique qui atteindra son apogée soit avec un troisième conflit mondial, soit, comme il faut bien plus l'espérer, avec une révolution profonde illuminante, du type de celle qui a conclu le cycle newtonien.

Avec Einstein, a commencé la course aventureuse de l'homme vers des directions apparemment opposées, c'est-à-dire la découverte du microcosme et du macrocosme, de l'infinitésimalement petit et de l'infinitésimalement grand, de la matière et de l'anti-matière, comme si ces mondes n'appartenaient pas à la même réalité où l'infini s'identifie dans le fini et tout dans le nul.

Il y a quelques années, Leo Valiani eut l'occasion d'observer que «... il devrait correspondre, à la révolution technique qui a brisé l'atome et en a capté l'énergie, une transformation sociale, politique et juridique, créatrice d'une législation mondiale supérieure à chaque société nationale individuelle».

En d'autres termes, avec l'introduction dans la société de la dialectique des valeurs et des nouvelles exigences, les fonctions actuellement attribuées aux partis politiques cesseraient automatiquement pour être directement assumées par la société à travers la propre dynamique avec des conséquences évidentes pratiques, éthiques et juridiques qui en dériveraient également sur le plan des unités extranationales.

Il ne nous reste plus qu'à regarder le présent qui s'identifie dans la réalité de notre cycle vital personnel.

Et s'il en est ainsi, on ne comprendrait pas pourquoi, comme cela se produit déjà au siècle newtonien, dans le siècle dominé par la méthodique einsteinienne, nous ne devrions pas appliquer à l'étude des rapports humains la même méthode et tirer de la scission de l'atome-homme de nouvelles énergies, de nouvelles valeurs, capables de réaliser une unité humaine différente et plus harmonique.

La société civile, et par suite la société historique, n'est pas, comme nous l'avons dit en maintes occasions, la somme d'«atomes-hommes», mais bien la somme d'exigences humaines; c'est-à-dire la somme d'énergies qui se rapprochent par affinité, qui se décomposent et s'opposent en donnant lieu à une dynamique plus exigeante et variée que celle du monde d'hier.

Avez-vous lu «Le monde d'hier» de Stefan Zweig? Lisez-le, vous vivrez l'enchantement d'un rêve qui ne peut pas se répéter.

La synthèse politique (l'éthique de la polis) ne peut plus procéder, dans la société de l'atome, à travers l'action de partis politiques porteurs d'ordres distincts sociaux idéologiquement opposés à la recherche d'une ultérieure synthèse impossible après celle qui est théoriquement réalisée par chacun d'entre eux, mais à travers l'unité de «groupes d'exigences objectivées» destinées à s'insérer dans l'ensemble associé selon un dessein politique qui les oriente vers une fin commune, et ne les met pas à la recherche d'une fin égoïste particulière propre, en opposition aux buts particuliers des autres partis. Parce que cela n'est qu'une néoplasie qui porte avec soi la mort de l'organisation de la société contemporaine de l'Est à l'Ouest européen.

Et je dis «Europe», parce que l'Europe est et doit rester un point d'orientation pour tout le monde.

La synthèse politique ne peut pas procéder à travers la formation de partis politiques opposés qui ont déjà formulé, pour leur compte, une synthèse à proposer sous une forme aprioriste à l'ensemble associé, mais doit procéder de l'évolution naturelle et spontanée de la dynamique associée dans le sens adhérent le plus possible aux volontés et aux aspirations subjectives, et ceci parce que chaque regroupement vit dans et de la réalité des exigences humaines morales et matérielles.

C'est un engagement qui pourra être assumé et réalisé uniquement à partir des exigences objectivées à travers l'opposition directe des intérêts subjectifs (soit positifs, soit négatifs) réunis en un unique regroupement.

Et que l'on prenne garde de ne pas être induit en erreur. Je ne suis pas en train d'élaborer une théorie anarchique, mais simplement de présager le futur de l'Europe, non par divination, mais par déduction tirée de l'observation de faits lointains et récents qui démontrent, comme le dit Luigi Einaudi - ex-président de la République italienne - «... les sociétés de nations, les fédérations d'Etats souverains sont impuissantes à empêcher, pour ne pas dire qu'elles sont très souvent les fomentatrices de guerres entre ces mêmes Etats fédérés et deviennent rapidement des assemblées futiles à l'ombre desquelles se trament et se préparent des guerres et s'accomplissent les manoeuvres nécessaires pour endormir l'ennemi et mieux le supprimer».

Et encore: «nous ne devons pas avoir peur de défendre uniquement les idées qui peuvent sauver l'Europe. Aujourd'hui encore - dans une Europe qui, heureusement, n'est pas encore totalement devenue barbare et une adoratrice soumise des choses matérielles - la force des idées est la force qui, à la longue, guidera le monde».

La vérité est que si nous ne saurons pas être les porteurs d'un idéal humain et moderne pour l'Europe d'aujourd'hui, égarée et incertaine sur la voie à parcourir, nous serons perdus et, avec nous, c'est l'Europe qui sera perdue.

Cette exhortation ne vient pas de moi, elle est de Luigi Einaudi.

Et je me demande: le Parti Fédéraliste Européen - qui peut revendiquer un droit de progéniture, ayant, le premier, ouvert les portes à tous les Européens indépendamment de leurs nationalités - de quel idéal humain et moderne est-il le propagateur?

Et s'il l'est - et je voudrais le connaître étant donné que l'idée simpliste des autonomies locales ne résout pas la complexité des problèmes qui intéressent non seulement l'Europe, mais tous les Etats du monde - comment est-il possible de poursuivre un idéal humain et moderne avec une organisation basée sur les partis qui, comme nous l'avons vu, est un instrument négatif pour réaliser une «nouvelle organisation sociale»?

Il faut dire que Proudhon avait déjà, au cours de la première moitié du siècle dernier, une vision des réalités sociales et politiques bien plus clairvoyante que celle de nos contemporains, puisqu'il écrivait dans ses «Confessions d'un révolutionnaire» (Ed. Garnier, Paris 1850, page 315): «... il n'existe plus de partis dotés de force vitale; et il n'y aura plus pour nous de partis tant que de nouveaux principes, nés du fond inépuisable de l'expérience humaine, tant que de nouveaux intérêts, de nouvelles coutumes et une nouvelle philosophie qui transforment et régénèrent le monde, sans la rompre avec lui, n'aient pas indiqué à l'opinion publique de nouvelles voies et révélé d'autres hypothèses».

Quelle philosophie, quelles nouvelles voies, quelles autres hypothèses offre le programme fédéraliste à nous, les Européens?

Même s'il ne répond pas à l'invitation de Proudhon, Henry Brugmans montre cependant en comprenant la valeur dans «Panorama de la pensée fédéraliste» (Ed. Comunità, Milan, 1960, page 27): «... nous nous trouvons en face d'une transformation générale qui doit être réalisée (car l'intégration européenne met nécessairement en cause toute notre vie en commun) et ceci a lieu sans que les organes politiques traditionnels aient le prestige et la capacité nécessaires pour assumer la direction du mouvement»... «et tout comme le mouvement ouvrier à ses origines qui oscillait entre l'utopisme inconsidéré et l'empirisme myope, de même le mouvement pour l'unité européenne est destiné à rester un château au milieu des nuages ou à se déplacer dans les antichambres de la bureaucratie, s'il ne s'oriente pas vers une forme déterminée d'organisation sociale» ... «on ne réussira jamais à unir l'Europe sans une conception unitaire».

Pour ce qui me concerne, je suis d'accord avec Brugmans même si pour ce qui est de l'intégration européenne, il ne suffit pas d'avoir une conception unitaire; je dirais, plutôt, que l'on ne réussira jamais à unir l'Europe sans la conception d'une nouvelle forme de vie associée qui la détermine. Et c'est ce que je cherche à faire comprendre à moi-même avant même de le faire comprendre à d'autres.

De toute façon, l'idée reste ancrée en moi-même que le problème central de notre époque réside dans le fait de trouver un système qui soit capable d'assurer l'ordre et une direction centralisée - comme l'écrivit Bertrand Russell dans «The Listener» - sans enrégimenter et sans tuer la possibilité de la libre initiative».

Pouvoir et liberté

Certes, il est difficile de penser pouvoir centraliser le pouvoir et permettre, en même temps, les libertés d'initiatives individuelles, mais c'est là le problème fondamental que devront résoudre les générations futures et à qui nous, les contemporains, avons le devoir

d'ouvrir la voie.

Erich Fromm - que l'humanité a eu la mauvaise fortune de perdre récemment - a écrit dans «Avoir ou Etre» que: «il faudrait résoudre ce problème: poursuivre le mode de production industrielle tout en évitant une centralisation absolue, c'est-à-dire sans aboutir au fascisme traditionnel ni, plus vraisemblablement, à un fascisme technologique au visage souriant», et encore moins à «un communisme du Goulag» comme voulut l'expliquer Krouchtchev quand il voulut démontrer que «le but du socialisme était d'assurer à toute la population les mêmes joies de la consommation qu'assure le capitalisme uniquement à une minorité», car «Marx, dans sa construction d'un socialisme scientifique, comme opposé à un socialisme utopique, se conformait au modèle des économistes classiques. De même que les économistes affirmaient que l'économie suivait ses propres lois tout à fait indépendamment de la volonté humaine, de même Marx ressentait le besoin de prouver que le socialisme se développerait 'nécessairement' selon les lois de l'économie, raison pour laquelle «tout parti socialiste ou communiste qui prétendrait représenter la pensée marxiste devrait se fonder sur la conviction que les régimes soviétiques 'ne sont absolument pas' des systèmes socialistes, que le socialisme est incompatible avec un système social bureaucratique, centré sur l'objet et orienté vers la consommation, qu'il est également incompatible avec le matérialisme et la cérébralisation qui caractérisent à la fois les systèmes soviétique et capitaliste», et ceci parce que «l'individu doit être un élément qui participe activement et n'est pas un objet passif de la vie sociale».

Et à propos de ce dernier concept sur la participation directe et responsable de chaque individu aux pouvoirs de la chose publique, Antonio Zanfarino observe, dans son «Ordine sociale e libertà in Proudhon» (Ed. Morano, Naples, 1969, page 1974) que pour Proudhon l'idée traditionnelle de l'Etat comme pouvoir inconditionné doit être démentie, c'est pourquoi: «... on doit élaborer sur de nouvelles présuppositions méthodologiques et sur un nouvel ordre des valeurs, une théorie qui permette d'une part de comprendre que l'Etat se présente comme «l'agent le plus énergique de la civilisation», mais, de l'autre côté, de prendre conscience qu'«affirmer que l'Etat veut dire la puissance politique, la chose publique, rem publicam, c'est au fond nier l'autorité et, réciproquement, l'affirmer».

L'opposition entre l'individu et l'Etat est évidente, mais Proudhon ne la résout pas; il se limite à indiquer les aspects fondamentaux, caractéristiques de la méthode qui, selon lui, devrait servir à concilier le contraste entre l'individu et l'Etat en une synthèse de nouvelles valeurs. Et, en définitive, donc, dans un nouveau système d'organisation sociale.

G.M. V.

(à suivre)

Venise, siège de la Fondation et de l'Université Européenne?

de RICCARDO SCARPA

Edifier l'Europe, c'est-à-dire faire de la Communauté une construction plus cohérente et entièrement fédérative, est une oeuvre autant culturelle que politique. L'action est, en effet, toujours précédée de la pensée puisqu'elle en est sa réalisation. L'homme ne peut accomplir que ce qu'il a préalablement délibéré et son oeuvre est durable ou éphémère selon que la pensée qui l'a guidé a été sage ou insensée. Quand on parle de construction européenne, on ne peut donc pas négliger sa préparation culturelle, c'est-à-dire l'étude des civilisations sur lesquelles se fonde le consortium que nous voulons gouverner. C'est ce qui explique la raison pour laquelle les Communautés européennes sentent le besoin de créer des Instituts de haute culture qui soient adaptés à cette tâche, comme une Fondation européenne et une nouvelle Université, en plus de la Badia Fiesolana. Il est nécessaire, pour progresser, d'avoir des centres d'études où élaborer des propositions pour le futur. L'Europe du siècle passé naquit dans les Instituts polytechniques, celle de la Renaissance dans les Académies, de même qu'au Moyen Age tout commença dans les Universités et, avant encore, dans les Monastères: l'Europe de demain doit créer des Instituts scientifiques d'où elle naîtra, en utilisant la lymphe vitale des sciences, des lettres et des arts que notre vieux continent a su produire.

Toutefois, le choix du lieu où situer ces organismes revêt une importance particulière, car ceux-ci, qu'ils s'occupent de recherches portant sur les sciences morales, ou qu'ils se consacrent aux sciences naturelles ou mathématiques, ils ont besoin d'une ambiance appropriée. En Effet, d'une part les villes capables d'héberger des séminaires d'étude ne doivent pas être des capitales politiques afin de mieux garantir l'indépendance de la recherche vis-à-vis du pouvoir, condition

pour une culture vivante et libre; d'autre part, il faut que ces lieux aient des traditions de civilisation déjà affirmées, afin que les nouvelles institutions puissent exploiter les structures existantes, comme, par exemple, des bibliothèques conservant des documents anciens.

Il faut, en outre, que les lieux soient tranquilles, car le calme facilite la méditation, mais également vivants et pleins d'initiatives, parce que la culture signifie, entre autres, échange d'idées.

Je ne saurais imaginer, dans notre continent, une ville répondant mieux à ces instances que Venise. Ce n'est pas une capitale politique, mais elle est extrêmement riche d'antiques structures académiques comme l'Institut vénitien de Sciences, Lettres et Arts, la Bibliothèque Marciana et l'Ateneo Veneto. Elle est tranquille, car la particularité de sa nature insulaire fait que c'est la seule ville d'Europe qui n'ait pas de trafic automobile; mais ses théâtres, sa Biennale et son joyeux carnaval lui confèrent une vie pleine de fantaisie et riche de variétés. Elle possède, en son sein, un centre actif d'échanges culturels tels que la Fondation Cini, dont l'affirmation est à l'échelle internationale. Son histoire millénaire de commerces avec l'Occident et avec l'Orient a créé une société raffinée et sensible, composée d'un peuple ouvert et tolérant.

Bref, si, d'une part, on cherche un lieu pour y installer la Fondation européenne et un autre Ateneo communautaire, il existe, d'autre part, une ville riche de traditions artistiques, littéraires, scientifiques et civiles qui se présente de nos jours comme un centre de vie non seulement européen; que l'on pense à la Biennale. C'est pour cela que la Sérénissime a le droit de poser sa candidature comme Polis Accademia des Communautés.

R. S.

THE SOVIET GRAND DESIGN

by IAN GREIG

The reasons for the increasingly assertive nature of Soviet foreign policy continues to be major point of discussion among Western analysts. However, it would appear that all too often far less attention than is wise is given to what senior Soviet strategists are themselves saying about the part played by the USSR and its allies in recent world events. Yet such Soviet explanations are often remarkably outspoken. Writing in the July-August 1980 edition of the Moscow published journal *Asia and Africa Today* for instance, Dr Anatoli Gromyko, son of the Soviet Foreign Minister and Director of the Institute of Africa, the USSR Academy of Sciences, had this to say:

«African countries are witnessing turbulent and complex, at times contradictory social and political processes. The key to understanding these is offered by Lenin's theory of Imperialism and Socialist revolutions, and the inseparable link between social and national liberation.

The great vitality of Leninism lies in the fact that it shows the correct path to progress to all the peoples, including those of Africa. That is why Lenin's ideas are taking stronger root among the masses in Africa to become a tremendous political and material force helping its advance... Lenin regarded proletarian internationalism as the *major principle* in relations between existing Socialism and the international working class movement, on the one hand, and the National Liberation Movement on the other».

Apparently anxious that no mistakes should be made in interpreting the exact practical meaning of «proletarian internationalism» Dr. Gromyko goes on to say that its «principle» was «in action» in Egypt and Algeria in the 1950s and 1960s (seemingly a reference to the massive amounts of Soviet aid, primarily military aid, provided to those two countries during the period) Angola, Ethiopia, and other countries in the 1970s and maintains that «*the same principle is currently in action in Afghanistan*». (Emphases supplied).

Additional evidence on the close relationship between Soviet foreign policy statements and practical action has now been provided in an informative publication produced by the United States Advanced International Studies Institute. Written by Professor Moris Rothenberg, *The USSR and Africa: New Dimensions of Soviet Global Power*, gives a detailed account of such episodes as the Soviet/Cuban operations in Angola and the Horn of Africa, the Soviet supported incursions into Zaire in 1977, the Soviet attitude towards both the war and the peace settlement in Zimbabwe, Soviet support for the South-West African People's Organisation and the South African ANC, and political and propaganda moves aimed at consolidating the USSR's newly established influence in Angola, Mozambique and Ethiopia.

In a booklet published in Moscow in 1977 entitled *National Liberation Movements Today* and written by the Soviet Communist Party Central Committee offi-

cial Mr Karen Brutents it was stated that whereas in the past Soviet relations with Third World countries were governed mainly by the Soviet desire to *defend* the Socialist revolution nowadays, it is related to the question of «*carrying on the offensive against Imperialism and world Capitalism as a whole in order to do away with them*».

The energy crisis as a catalyst

The author of *The USSR and Africa* advances the interesting proposition that the 1973 oil embargo and its impact on the West made a profound impression on Moscow which directly affected its perceptions regarding Africa. Soviet spokesmen have been talking about the crisis of Capitalism since Lenin but what previously might be

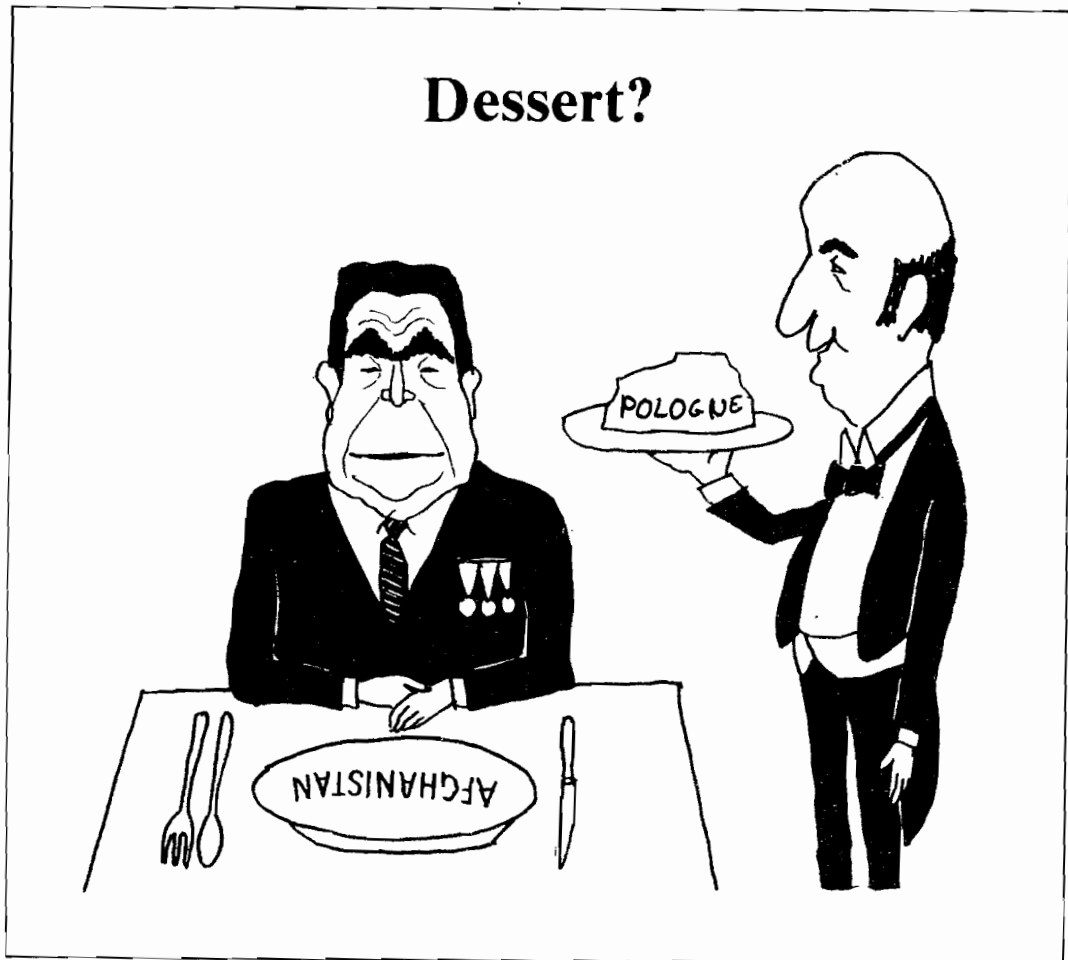
dismissed as ritual clearly became operational under the impact of the energy crisis. Leninist predictions that the West could be undermined through mobilisation of anti-Western actions in the colonies or former colonies at long last appeared to be coming true. US and even more so Western European vulnerability was evident for all to see, not only with respect to oil but to minerals and other commodities. Europe's reliance on Africa for various specifics made the continent all the more valuable a target for Soviet activities.

One Soviet journal called Africa a «most important reserve in the struggle to preserve the capitalist system».

The scale of Soviet operations

Two recent Soviet statements show the continuing importance of Africa in Soviet

Dessert?



policies. In the first instance, the Soviet Committee for External Economic Relations announced that the volume of Soviet technical assistance to Africa more than trebled during the last decade. In the second it was announced that representatives of the Baltic shipping line were having talks with representatives of the shipping authorities of Zambia, Kenya, Tanzania, and Uganda. It was explained that there was already «heavy cargo traffic on the routes linking Leningrad with East African ports», and that the talks were to deal with questions concerning the «further development of container traffic» as well as the training of members of the Merchant navies of the African countries concerned with Soviet assistance (Radio Moscow. 26 and 21 September 1980).

In his study Professor Rothenberg provides some impressive figures relating to the scale of Soviet efforts to gain influence in Africa. The number of Soviet trade agreements with African countries for instance rose from 6 in 1960 to at least 38 by 1979. Trade turnover between the USSR and Africa grew from 271 million roubles in 1960 to 1,440 million roubles by 1975. The USSR has now established air transport links with over 20 African states, including countries in such varied areas as Libya, Angola, Zambia, Mozambique, Ethiopia and Madagascar. Such links constitute nearly 25% of the international routes flown by the Soviet national airline Aeroflot. According to an article in the Soviet journal *Foreign Trade of February 1978* 7,000 Soviet and Eastern European economic and construction specialists were working in sub-Saharan Africa in 1978. According to Western sources these were supplemented by nearly 11,000 Cuban civilian specialists of various kinds. These same sources also estimated that approximately 23,490 African students were studying in the Soviet Union and Eastern Europe that same year; of these nearly 20,000 came from countries south of the Sahara.

According to figures from the United States International Communications Agency Office of Research and Evaluation by 1977 Radio Moscow was beaming 1,699 hours of broadcasts per week to Africa compared to the 131 1/2 hours broadcast

by The Voice of America. (91 hours of these Soviet broadcasts were in indigenous African languages as compared with only seven hours in the case of The Voice of America) and the Soviet effort was very substantially supplemented by another 235 hours per week of broadcasts from the other Warsaw Pact countries. In 1979 Soviet broadcasting to Africa was still further increased.

Soviet military aid

It has, however, been in the sphere of military aid that Soviet attention to Africa has been most marked. In this regard Professor Rothenberg quotes estimates which show that whereas in the four years between 1973 and 1977, the total value of United States military aid to African countries amounted to \$ 473 million, Soviet aid amounted to \$ 3,645 million or nearly eight times as much. Annual totals of estimated Soviet military aid rose from \$ 55 million in 1972 to \$ 2,395m in 1978. A CIA report has put the number of African military personnel given military training in the Soviet Union between 1955 and 1978 at 13,420. The same source has also put the total number of Soviet bloc and Cuban troops, military advisers and technicians in Africa at the end of 1978 at just over 44,000, Cuban forces accounting for approaching 37,500 of this number.

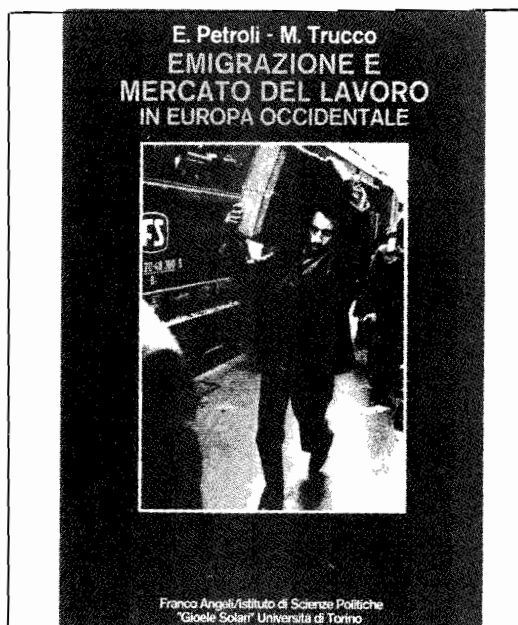
Dealing with «prospects ahead» Professor Rothenberg points to the development of a possibility to which so far little attention has been paid. That is that in time some of the governments of African states in which Soviet influence is strong and which in general sympathise with Soviet foreign policy may allow their forces to be used in a surrogate role. He believes that the Soviet ability to use African forces in such a way would carry obvious advantages and gives credibility to this hypothesis by recalling that, for instance, the Ethiopian leader, Colonel Mengistu, has several times forecast that a time will come when his country will be able to emulate the exploits of Cuba on the international scene.

(«*Foreign Affairs Research Institute*»,
London 19, 1980)

Emigration et marché du travail en Europe Occidentale

Livres reçus

E. Petroli - M. Trucco, «*Emigrazione e mercato del lavoro in Europa Occidentale*»
Franco Angeli Editore, Milano 1980 - 138
pages - 5 000 lire.



Cet ouvrage s'adresse à tous ceux qui - pour des motifs d'étude ou parce qu'ils opèrent dans ce secteur ou encore parce qu'ils sont en contact avec la réalité de l'émigration - ont l'exigence d'approfondir les causes et les caractéristiques d'un phénomène qui a concerné des millions de travailleurs en Europe. La recherche est précédée d'un exposé des principales thèses qui ont mis en rapport le problème des migrations avec celui du sous-développement et avec la formation d'un marché multinational du travail. A travers une digression sur les politiques migratoires poursuivies par les pays européens, dotée d'un ensemble et d'une confrontation des données les plus récentes, on cherche à localiser la ligne commune de leur déroulement, la contribution apportée par les transferts de main-d'oeuvre à l'essor des économies des pays industrialisés à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux tendances en cours et le rôle politique et social d'une composante qui n'est en rien marginale de la classe ouvrière européenne.

Mais l'intention des auteurs est d'aller au-delà de la synthèse et de la confirmation de données que peut acquérir également celui qui a une certaine pratique de cette question; la recherche affronte, en outre, les modifications introduites par la crise économique des années 70 (le blocus pratiquement total de l'émigration dans ce que l'on appelle les zones fortes, le renforcement des contrôles sur la présence des étrangers, les rapatriements) et leurs conséquences.

Partant de ce qui pourrait paraître, à la suite de ces faits, une inversion apparente de tendance, l'analyse étudie un instant la transformation des mécanismes qui sont traditionnellement sous-jacents aux migrations, et accepte comme donnée particulièrement exemplificative de cette transformation, la présence en Italie, à côté d'une aire de chômage interne et des formes d'emploi marginal, d'une immigration à partir d'aires externes. Le flux migratoire entre le Sud et le triangle industriel s'est-il définitivement tari? Est-ce la conséquence de la rigidité rencontrée du marché du travail en Italie? L'Italie est-elle destinée à devenir, dans le futur, un pays d'immigration comme le sont la France, la Suisse ou l'Allemagne?

Nous nous trouvons en face d'un phénomène certainement atypique et jusqu'ici limité; il pourrait, cependant, faire partie d'une façon stable du tableau économique et social de l'Italie. Les questions sont multiples et posées d'une façon telle qu'elles raniment l'intérêt autour d'un problème souvent considéré comme secondaire.

MOSCOU - 9 OCTOBRE 1944

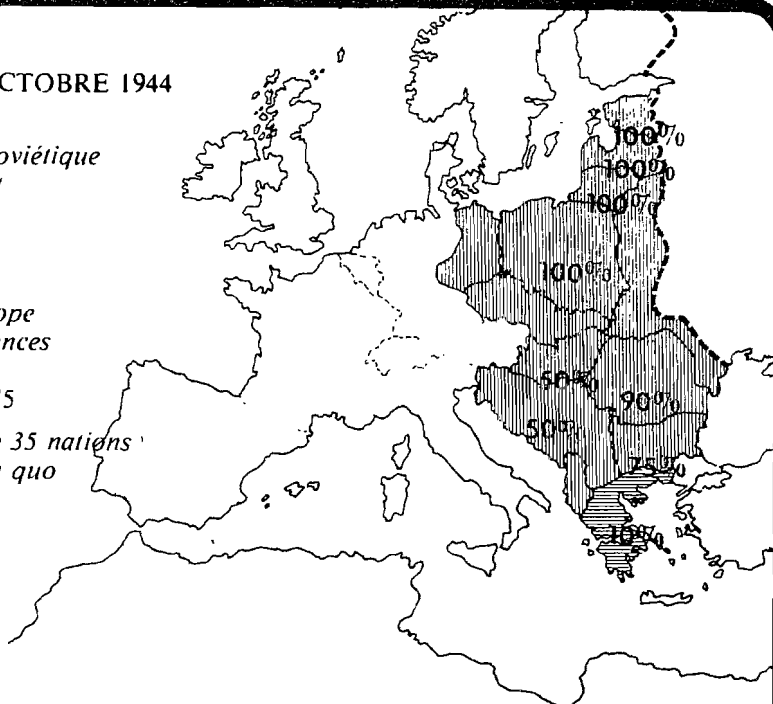
*Churchill
cède à l'Union soviétique
l'Europe de l'Est*

YALTA - 1945

*Confirmation du
partage de l'Europe
en zones d'influences*

HELSINKI - 1975

*La conférence de 35 nations
réconnait le statu quo
créé à Yalta*



«Nous nous refusons d'admettre qu'il puisse exister des européens de catégorie A et d'autres de catégorie B».

Bulletin Européen

sommaire

<i>R. Cestelli: Reagan Président</i>	1
<i>C. Tsatsos: La Grèce et l'Europe</i>	3
Le grand rendez-vous entre l'Est et l'Ouest de l'Europe	4
La C.E.E. a un tunnel dans sa Manche	6
<i>G.M. Violi: Une fenêtre sur le futur (II° partie)</i>	7
<i>R. Scarpa: Venise, siège de la Fondation et de l'Université Européenne?</i>	15
<i>I. Greig: The Soviet grand design</i>	16
Livres reçus	19

Bulletin Européen

Rivista mensile - Spedizione in abbonamento postale gruppo terzo (70%)

Editrice Nagard Srl - Foro Traiano 1/A, Roma - Direttore responsabile: Sabino d'Acunto - Direzione e Redazione:
Foro Traiano 1/A, Roma - telefoni: (06) 679.77.85/678.09.48 - Registrazione Tribunale Roma n.16966 del
15.10.1977 (già n.1861 del 15.2.1951) - «Centrostampa BG» Milano, Via Larga 11